



MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

ETUDES D'OPPORTUNITE ET DE FAISABILITE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LES PERSPECTIVES DU PORT FLUVIAL DU PONTET

(CCAP) - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC N° 2025-401-001

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 – LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	4
4.1 – Représentation du titulaire.....	4
4.2 – Sous-Traitance	4
4.3 – Bons de commande	5
ARTICLE 5– PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE - CONDITIONS DE TRAVAIL	5
6.1 Détachement	5
ARTICLE 7 – ASSURANCES	6
ARTICLE 8 – PRIX	6
8.1 – Prix du marché.....	6
8.2 – Actualisation des prix	6
8.3 – Révision des prix	6
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE REGLEMENT	6
9.1 – Avance forfaitaire	6
9.2 – Acomptes	6
9.3 – Contenu d’une demande de paiement	6
9.4 – Remise de la demande de paiement	7
9.5 – Acceptation de la demande de paiement	7
9.6 – Retenue de garantie	7
9.7 – Règlement, délai de paiement et intérêts moratoires :	7
9.8 – Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) :	7
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS.....	8
10.1 – Pénalités de retard	8
10.2 – Pénalités pour travail dissimulé.....	8
10.3 – Autres Pénalités	8
ARTICLE 11 – OPERATIONS DE VERIFICATION	8
ARTICLE 12 – ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	8
ARTICLE 13 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	8

ARTICLE 14 – RESILIATION DU MARCHE	9
ARTICLE 15 – LANGUE ET DROIT APPLICABLE	9
ARTICLE 16 – TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL....	9
ARTICLE 17 – CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES - PANDEMIE	10
ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	10

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché concerne une mission d'étude d'opportunité et une mission d'étude de faisabilité sur le développement et les perspectives du Port fluvial du Pontet (Vaucluse).

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE

La durée du marché court à compter de la notification du marché jusqu'à :

- soit la fin de la tranche ferme,
- soit sous condition de l'accord de la CCI de Vaucluse, de la fin des deux tranches ferme et optionnelle.

Etant précisé que le candidat disposera pour chacune de ces deux tranches d'un délai de trois mois pour la tranche ferme à compter de la notification du marché, et d'un délai de 6 mois pour la tranche optionnelle à compter de la notification de la tranche optionnelle.

ARTICLE 3 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

- Port fluvial du Pontet, 84130 Le Pontet

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

4.1 - Représentation du titulaire

En application de l'article 3 - alinéa 3.4.1. - du CCAG-PI, le titulaire, dès notification du marché, désignera à l'acheteur la personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

En application de l'article 3 - alinéa 3.6.2. - du CCAG-PI, le titulaire, dès notification de l'acte spécial, désignera à l'acheteur la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant pour les besoins de l'exécution du marché.

4.2 - Sous-Traitance

En complément à l'article 3 - alinéa 3.6 - du CCAG-PI dont chaque clause s'applique, il est stipulé que :

- 1/ Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché.
- 2/ Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'après accord exprès de l'acheteur.
- 3/ Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, et pour lui permettre l'appréciation de ses capacités techniques, professionnelles et financières, le titulaire devra adresser à l'acheteur :
 - un acte spécial (formulaire DC4¹),

¹ **Aucune autre forme de document que le formulaire DC 4 ne sera acceptée.** Les candidats peuvent le télécharger gratuitement les formulaires DC4 et DC2 sur le site du ministère de l'Économie, des finances et de l'emploi (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

- la déclaration du candidat (formulaire DC 2) datée et signée par le sous-traitant et dûment accompagnée de l'ensemble des pièces requises par le formulaire,
- les références du compte du sous-traitant à créditer.

4/ Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts de l'entreprise titulaire. Les dispositions de l'article 39 du CCAG-PI s'appliqueront jusqu'à parfait achèvement des prestations aux frais et risques du titulaire.

4.3 - Bons de commande

Cet article est sans objet.

ARTICLE 5- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

L'ordre de priorité des pièces constitutives du marché en cas de contradiction est le suivant :

- L'acte d'engagement signé par le titulaire ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le C.C.T.P (le Cahier des clauses techniques particulières) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- L'offre technique du titulaire.

ARTICLE 6 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE - CONDITIONS DE TRAVAIL

6.1 Détachement

En complément à l'article 6 du CCAG-PI qui s'applique totalement, et dans le cas où les prestations objet du présent marché amènent le prestataire (titulaire, co-traitant ou sous-traitant éventuels) à opérer dans les locaux de la CCI de Vaucluse, il est stipulé que le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :

a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du Travail.

b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du Travail.

2) Lors de la notification du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- a) Sa date d'embauche ;
- b) Sa nationalité ;

- c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 8 - PRIX

8.1 - Prix du marché

Les prestations relatives à la maintenance préventive et corrective sont réglées par l'application des prix forfaitaires et globaux. Ils sont stipulés fermes et non révisables.

8.2 - Actualisation des prix

En application de l'article R.2112-11 du code de la commande publique, les prix du présent marché sont fermes et non actualisables.

8.3 - Révision des prix

Cet article est sans objet.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE REGLEMENT

9.1 - Avance forfaitaire

Il ne sera pas alloué d'avance.

9.2 - Acomptes

Il sera fait application de l'article R 2191-21 du code de la commande publique. Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG PI la périodicité des paiements des acomptes est liée à l'exécution des tranches telles que précisées à l'acte d'engagement par le titulaire.

9.3 - Contenu d'une demande de paiement

Outre les mentions légales, les factures comporteront :

- l'identification complète du prestataire ;
- l'intitulé et le numéro de marché ;
- l'objet du marché ;
- Éventuellement la référence du bon de commande ;
- l'intitulé des prestations donnant lieu à la demande de paiement ;
- le montant hors-taxes des prestations admises établi sur la base des prestations admises établi sur la base du(des) prix indiqué(s) sur le document ci-dessous :
 - à l'Acte d'engagement,

- le jour d'exécution des prestations et leurs durées ;
- l'apposition de la mention "original" ou "duplicata" ;
- un relevé d'identité bancaire ou postale joint à la première facture ;
- le taux de TVA et son montant.

9.4 - Remise de la demande de paiement

Les demandes de paiement devront être adressées :

- par voie dématérialisée, par l'intermédiaire de la plateforme chorus-pro.gouv.fr avec l'identifiant structure : 188 400 014 00018.

Les références précises relatives au code service et au numéro d'engagement seront communiquées au moment de la notification et à l'émission de chaque bon de commande (valable **UNIQUEMENT** aux structures publiques entre elles).

9.5 - Acceptation de la demande de paiement :

En complément à l'article **11** - alinéa **11.6** - du CCAG-PI, il est stipulé que le pouvoir adjudicateur, ou son représentant, pourra demander au titulaire toutes les précisions nécessaires avant de procéder au règlement des sommes demandées. Le titulaire s'engage à lui fournir tous les renseignements nécessaires sur les prix mentionnés et les demandes de paiement présentées.

9.6 - Retenue de garantie :

Cet article est sans objet.

9.7 - Règlement, délai de paiement et intérêts moratoires :

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants, en cas de groupement.

Le règlement des sommes dues au titre du marché s'effectuera dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Tout dépassement du délai fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du bénéficiaire du règlement ainsi que le versement automatique d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante Euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.8 - Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) :

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS

10.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article **14.1** du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations, il est stipulé que :

1/ En aucun cas, le prestataire (titulaire, co-traitant ou sous-traitant éventuels) ne pourra prendre prétexte d'un manque d'informations, d'instructions ou de renseignements pour justifier ses retards, l'obligation de les solliciter et provoquer suffisamment à l'avance lui incombant.

2/ Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles **13. 3** et **21.5** du CCAG-PI.

3/ Les pénalités pour retard sont comptées en jours calendaires et sont encourues du simple fait de la constatation par le Maître d'Ouvrage. Leur montant ne fait l'objet d'aucun plafond maximum et d'aucun minimum plancher. Leur application est cumulable avec toute autre forme de pénalité. Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à sa révision : le montant révisé est ensuite déduit du montant du marché révisé TTC.

Les autres stipulations de l'article **14** du CCAG-PI s'appliquent.

10.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 8221-5 du code du travail.

Le montant de la pénalité sera égal à 10% du montant du marché, sans pouvoir excéder celui des amendes qu'il aura encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Son application est cumulable avec toute autre forme de pénalité, et le titulaire s'expose à la résiliation du marché sans pouvoir prétendre à indemnisation, en application des dispositions prévues à l'article 14 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

10.3 - Autres Pénalités

Cet article est sans objet.

ARTICLE 11 - OPERATIONS DE VERIFICATION

Les dispositions du CCAG PI s'appliquent.

ARTICLE 12 - ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Les dispositions du CCAG PI s'appliquent.

ARTICLE 13 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Dans les conditions prévues au CCAG-PI, l'acheteur pourra faire procéder à l'exécution par un tiers des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 - RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié en application de l'ensemble des dispositions prévues par les articles **36** à **42** du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera résilié aux torts du titulaire.

Pièces à fournir tous les 6 mois dans le cadre de l'exécution du marché :

En application de la réglementation, le titulaire devra fournir tous les 6 mois, dans le cadre de l'exécution du présent marché, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, dont une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de six mois.

Par dérogation à l'article **40** du CCAG-PI, l'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général sera réduite à 1%.

ARTICLE 15 - LANGUE ET DROIT APPLICABLE

Seule la langue française est autorisée dans le présent marché. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Avant tout recours devant la juridiction administrative compétente, l'acheteur privilégiera la voie du règlement amiable des litiges.

En cas de non résolution amiable des litiges, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Dans le cas où aucun accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de **Nîmes** – CS 88010 – 16, Avenue Feuchères – 30941 NIMES Cedex 9. Tél. : 04 66 27 37 00. Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr - URL : <http://www.ta-nimes.juradm.fr>

ARTICLE 16 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du marché public, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Pour l'application du présent article, le « responsable de traitement » au sens du RGPD est l'acheteur et le « sous-traitant » au sens du RGPD est le titulaire du marché.

ARTICLE 17 - CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES - PANDEMIE

Conformément à l'article **24** du CCAG PI, l'acheteur pourra suspendre l'exécution des prestations et les conséquences seront réglées en application de ce même article ou à défaut d'accord amiable en application de l'article **43** du CCAG PI.

ARTICLE 18 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI

En application de l'article **1** du CCAG-PI, la liste suivante récapitule les articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé et les articles du présent CCAP qui y dérogent.

Sont aussi mentionnés les articles du CCAG-PI complétés par les articles du présent CCAP.

Articles du CCAG-PI	DEROGATION	COMPLEMENT	Articles du présent CCAP
3.6		complément par	4.2
6		complément par	6.1
11.2	<u>DEROGATION PAR</u>		9.2
11.6		complément par	9.5
14.1	<u>DEROGATION PAR</u>		10.1
40	<u>DEROGATION PAR</u>		14